



UNIVERSITE CHADLI BENDJEDID - ELTARF

جامعة الشاذلي بن جديد - الطارف

كلية الحقوق والعلوم السياسية

قسم الحقوق



UNIVERSITE CHADLI BENDJEDID - ELTARF

## محاضرات في المصطلحات القانونية

إعداد الدكتورة: جامل صباح

السنة الجامعية: 2025 / 2026

## ***Introduction***

La terminologie juridique est essentielle pour comprendre et appliquer le droit de manière précise et efficace. Ces cours sont destinés aux étudiants de la troisième (3<sup>e</sup>) année de licence en droit public, visant à les émerger dans le langage spécialisé du droit. On explorera les termes clés des matières de l'unité de base essentiellement, les concepts et les distinctions linguistiques qui façonnent le discours juridique.

Les cours visent également à développer le vocabulaire juridique étudiantin, pour pouvoir analyser et interpréter les textes juridiques de tous types. Ainsi rédiger les documents juridiques précis, et assurer la participation à des discussions spécialisées.

### ***Objectifs des cours :***

- **Maîtrise des termes juridiques** : Assimiler les définitions et les usages des termes juridiques en particulier dans la spécialité du droit public.
- **Analyse des concepts juridiques** : Étudier les concepts fondamentaux et leur application dans divers contextes juridiques.
- **Acquisition des compétences linguistiques** : Développer la capacité à lire, rédiger la documentation en français et interpréter les textes juridiques.

## **Premier cours**

### ***Droit public et droit privé***

Le système juridique est divisé en plusieurs branches, parmi lesquelles le droit public et le droit privé occupent une place centrale. Bien que ces deux domaines soient interconnectés, ils possèdent des caractéristiques distinctes qui les différencient fondamentalement.

Théoriquement, la distinction entre ces deux branches du droit est claire. Cependant, si le périmètre du droit public est bien établi, celui du droit privé connaît parfois des chevauchements.

**Le droit privé**, régit les relations entre les particuliers. Il vise à protéger les intérêts individuels et à garantir la paix sociale en réglementant les interactions entre les personnes physiques et morales. Les principales branches du droit privé incluent le droit civil (qui traite des questions de famille, de patrimoine, de propriété, et de responsabilité) et le droit commercial (qui s'applique aux affaires, aux contrats, aux entreprises, et aux assurances).

Par ailleurs, le droit commercial, ou plus communément appelé aujourd'hui droit des affaires, en fait également partie. Il régit les contrats de vente, la constitution et la gestion des entreprises, ainsi que les assurances. Comme le droit civil, le droit des affaires est codifié et contenu dans un corpus de lois spécifique.

À l'inverse, le droit public régit les relations entre l'État et les individus ou les entités privées. Il vise à organiser et à réguler le fonctionnement des institutions publiques et à protéger l'intérêt général. Les principales branches du droit public incluent le droit constitutionnel, le droit administratif, le droit fiscal, le droit des libertés publiques, droit de la fonction publique, droit international public et des relations internationales, ..etc. Le droit public encadre les élections, les partis politiques, les compétences des collectivités territoriales, le recouvrement des impôts, et la protection des libertés individuelles et collectives.

Les règles du droit public sont spécifiques à l'État et visent à réguler les relations entre les institutions publiques et les citoyens. Ces règles sont souvent appelées "droit positif" et sont considérées comme des règles spéciales. Les règles du droit privé, en revanche, s'appliquent aux relations entre les individus ou entre les particuliers et l'État dans des situations où l'État agit comme une personne

privée. Ces règles sont également appelées “droit commun” et sont codifiées dans des lois et des codes.

Bref, bien que le droit public et le droit privé soient deux branches distinctes du droit, ils sont complémentaires et interconnectés. Ils forment ensemble un cadre juridique complet qui vise à protéger à la fois l'intérêt général et les intérêts individuels.

Il existe cependant **des domaines juridiques que l'on pourrait qualifier de « mixtes »**. Le droit pénal en est un exemple notable. Bien qu'il ressemble au droit privé dans la mesure où il s'intéresse aux comportements répréhensibles entre particuliers (comme le vol ou les violences familiales), il appartient aussi au droit public car il fixe les règles de poursuite et les sanctions applicables aux auteurs d'infractions.

### **Références :**

- 1- André Legrand, et Céline Wiener, Le droit public, Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2017.
- 2- <https://fiches-droit.com/distinction-droit-prive-droit-public> (page consultée le 15 /10/2024)
- 3- <https://cours-de-droit.net/droit-public-prive-differences/> (page consultée le 15 /10/2024)
- 4- <https://cours-de-droit.net/la-separation-du-droit-prive-et-du-droit-public-a121608838/> (page consultée le 15 /10/2024)



## Deuxième Cours

### Les actes administratifs

Les actes de l'administration se distinguent en deux types principales : les actes matériels et les actes juridiques. **Les activités matérielles**, réalisés par l'administration, soit directement ou par **la délégation des services publics**, jouent un rôle important dans la vie sociale, notant les projets de **l'infrastructure**, le transport, la production, ajoutant **les prestations des services publics** notamment la distribution de l'eau, l'enseignement, les services sanitaires, ... etc.

Alors que, les activités juridiques visent à faire **des effets juridiques**, des changements de **l'ordre juridique**. Ces actes varient selon les besoins de l'administration.

**Définition** : L'acte administratif est un acte « accompli par une autorité administrative » ; cette définition est utile et semble claire ; cependant elle n'est pas toujours d'une utilisation aussi simple que l'on pourrait le penser.

**Le recours au critère organique** permet de distinguer **les actes administratifs** des actes **parlementaires** et **des actes juridictionnels**, « cette distinction est importante du fait que les recours ne sont pas les mêmes selon que l'on a affaire à un acte administratif (recours pour excès de pouvoir) ou à un acte juridictionnel (recours en appel ou en cassation). »

Le critère organique permet de distinguer actes administratifs et **actes privés**; avec réserve parce que « **des personnes privées investies d'une mission de service public**, ont reçu le pouvoir de prendre des décisions unilatérales que le juge considère comme des actes administratifs ».

**Le recours au régime juridique** : l'acte administratif est celui qui est soumis à un régime juridique de droit administratif ; on retrouve alors le problème des personnes privées qui participent à la gestion du service public dont les actes, dans certaines conditions, seront soumis au droit administratif ; mais on voit également apparaître le cas **des personnes publiques** qui choisissent, en toute connaissance de cause, de se placer sous l'empire du droit privé et de mettre en œuvre des procédés de gestion privée.

**Le recours au critère matériel** : celui du contenu de l'acte. Il existe à cet égard deux sortes d'actes : **les actes - règles** qui posent des règles générales et

**impersonnelles** ayant une valeur permanente ; ces règles concernent des catégories entières et un nombre indéterminé de personnes ; appelé **les actes réglementaires**, et d'autre part des **actes conditions** dont l'édiction entraîne l'application des règles générales ; les plus connus de ces actes sont **les actes individuels**.

Cette distinction est importante car elle comporte de nombreuses conséquences sur le régime applicable à ces différentes catégories d'actes, par exemple en ce qui concerne **la publicité, le retrait**, l'intérêt à agir, etc.

**Le mode de formation de l'acte de l'administration.** On distingue alors l'acte qui émane de la seule volonté de l'autorité administrative : **l'acte unilatéral** ou **décision exécutoire**. D'autre part, l'acte qui est le produit de deux ou plus de deux volontés dont l'accord va donner naissance au **contrat**.

### **Termes essentiels :**

|                                                                        |                                     |
|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>Les actes administratifs</b>                                        | الأعمال الإدارية                    |
| <b>Les activités matérielles</b>                                       | الأنشطة المادية                     |
| <b>La délégation des services publics,</b>                             | تفويض المرافق العامة                |
| <b>L'infrastructure</b>                                                | البنية التحتية                      |
| <b>Les prestations des services publics</b>                            | تقديم الخدمات العامة                |
| <b>L'ordre juridique</b>                                               | النظام القانوني                     |
| <b>Le critère organique</b>                                            | المعيار العضوي                      |
| <b>Le critère matériel</b>                                             | المعيار المادي                      |
| <b>Des personnes privées investies d'une mission de service public</b> | أشخاص خاصة مكلفة بمهمة المرفق العام |
| <b>les actes - règles</b>                                              | الأعمال القواعد                     |
| <b>actes conditions</b>                                                | الأعمال الشرطية                     |
| <b>Les actes individuels</b>                                           | القرارات الفردية                    |

| Les actes réglementaires                                   | القرارات التنظيمية                          |
|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| L'acte administratif unilatéral ou la décision exécutoire. | القرار الإداري الانفرادي أو القرار التنفيذي |
| Le contrat administratif                                   | العقد الإداري                               |

## *Deuxième Cours*

### *Les actes administratifs*

Les actes de l'administration se distinguent en deux types principales : les actes matériels et les actes juridiques. **Les activités matérielles**, réalisés par l'administration, soit directement ou par **la délégation des services publics**, jouent un rôle important dans la vie sociale, notant les projets de **l'infrastructure**, le transport, la production, ajoutant **les prestations des services publics** notamment la distribution de l'eau, l'enseignement, les services sanitaires, ... etc.

Alors que, les activités juridiques visent à faire **des effets juridiques**, des changements de **l'ordre juridique**. Ces actes varient selon les besoins de l'administration.

**Définition** : L'acte administratif est un acte « accompli par une autorité administrative » ; cette définition est utile et semble claire ; cependant elle n'est pas toujours d'une utilisation aussi simple que l'on pourrait le penser.

**Le recours au critère organique** permet de distinguer **les actes administratifs** des actes **parlementaires** et **des actes juridictionnels**, « cette distinction est importante du fait que les recours ne sont pas les mêmes selon que l'on a affaire à un acte administratif (recours pour excès de pouvoir) ou à un acte juridictionnel (recours en appel ou en cassation). »

Le critère organique permet de distinguer actes administratifs et **actes privés**; avec réserve parce que « **des personnes privées investies d'une mission de service public**, ont reçu le pouvoir de prendre des décisions unilatérales que le juge considère comme des actes administratifs ».

**Le recours au régime juridique** : l'acte administratif est celui qui est soumis à un régime juridique de droit administratif ; on retrouve alors le problème des personnes privées qui participent à la gestion du service public dont les actes, dans certaines conditions, seront soumis au droit administratif ; mais on voit également apparaître le cas **des personnes publiques** qui choisissent, en toute connaissance de cause, de se placer sous l'empire du droit privé et de mettre en œuvre des procédés de gestion privée.

**Le recours au critère matériel** : celui du contenu de l'acte. Il existe à cet égard deux sortes d'actes : **les actes - règles** qui posent des règles générales et

**impersonnelles** ayant une valeur permanente ; ces règles concernent des catégories entières et un nombre indéterminé de personnes ; appelé **les actes réglementaires**, et d'autre part des **actes conditions** dont l'édiction entraîne l'application des règles générales ; les plus connus de ces actes sont **les actes individuels**.

Cette distinction est importante car elle comporte de nombreuses conséquences sur le régime applicable à ces différentes catégories d'actes, par exemple en ce qui concerne **la publicité, le retrait**, l'intérêt à agir, etc.

**Le mode de formation de l'acte de l'administration.** On distingue alors l'acte qui émane de la seule volonté de l'autorité administrative : **l'acte unilatéral** ou **décision exécutoire**. D'autre part, l'acte qui est le produit de deux ou plus de deux volontés dont l'accord va donner naissance au **contrat**. ».

### **Termes essentiels :**

|                                                                        |                                     |
|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>Les actes administratifs</b>                                        | الأعمال الإدارية                    |
| <b>Les activités matérielles</b>                                       | الأنشطة المادية                     |
| <b>La délégation des services publics,</b>                             | تفويض المرافق العامة                |
| <b>L'infrastructure</b>                                                | البنية التحتية                      |
| <b>Les prestations des services publics</b>                            | تقديم الخدمات العامة                |
| <b>L'ordre juridique</b>                                               | النظام القانوني                     |
| <b>Le critère organique</b>                                            | المعيار العضوي                      |
| <b>Le critère matériel</b>                                             | المعيار المادي                      |
| <b>Des personnes privées investies d'une mission de service public</b> | أشخاص خاصة مكلفة بمهمة المرفق العام |
| <b>les actes - règles</b>                                              | الأعمال القواعد                     |
| <b>actes conditions</b>                                                | الأعمال الشرطية                     |
| <b>Les actes individuels</b>                                           | القرارات الفردية                    |

|                                                                   |                                                    |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| <b>Les actes réglementaires</b>                                   | <b>القرارات التنظيمية</b>                          |
| <b>L'acte administratif unilatéral ou la décision exécutoire.</b> | <b>القرار الإداري الانفرادي أو القرار التنفيذي</b> |
| <b>Le contrat administratif</b>                                   | <b>العقد الإداري</b>                               |

**Référence :**

- Michel Rousset et Olivier Rousset, Droit administratif I L'action administrative, *Deuxième édition*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble- France, 2004.

## Troisième Cours

### *L'acte administratif unilatéral*

#### I. *La notion d'acte administratif*

La notion d'acte administratif est toujours appréhendée à travers **le contentieux administratif**, seuls les actes administratifs pouvant faire l'objet d'un **recours en excès de pouvoir**. C'est le juge administratif qui a dégagé les principales caractéristiques de l'acte administratif afin de juger de **la recevabilité des recours**.

*L'acte administratif unilatéral doit subir trois caractéristiques les suivantes :*

**a. Un acte juridique**, confère des droits et impose des obligations aux administrés, alors il est décisoire ; ayant des effets sur l'ordre juridique. Son caractère exécutoire accorde à **l'administration le privilège du préalable**, ce qui signifie qu'elle n'a pas besoin de recourir au juge pour imposer ses décisions au individus.

**b. Un acte unilatéral**, émanant de la seule volonté de l'administration et produit des effets sans nécessiter **le consentement des destinataires**. Il illustre **l'inégalité** présente dans les relations entre l'administration et **les administrés** ;

**c.** L'acte doit relever de **la fonction administrative**, excluant ainsi les **actes législatifs, juridictionnels et de gouvernement**. La réunion de ces trois caractéristiques confère à l'acte la qualification de « **décision faisant grief** ».

Exceptionnellement, des particuliers peuvent, dans certains cas, accomplir des actes que le pouvoir judiciaire a considérés comme des actes administratifs unilatéraux selon certains critères.

**Conclusion :**

- ✚ **Selon le critère organique**, l'acte administratif émanant d'une **autorité administrative**,
- ✚ **Selon le critère matériel**, l'acte administratif unilatéral se distingue en un acte **individuel**, de portée **subjective** et un acte **réglementaire** de portée **générale**.
- ✚ **Selon le régime juridique**, l'acte administratif unilatéral relève de la compétence de la **juridiction administrative**.

**Acte administratif unilatéral peut se définir comme suit :** « Manifestation unilatérale de volonté émanant d'une autorité administrative, qui modifie l'**ordonnancement juridique** et s'applique à d'autres sujets de droit, que l'auteur de l'acte ».

**Termes essentiels :**

|                                 |                                 |
|---------------------------------|---------------------------------|
| Le contentieux administratif    | المنازعة الإدارية               |
| Recours en excès de pouvoir     | دعوى تجاوز السلطة               |
| L'acte administratif unilatéral | القرار الإداري                  |
| privilège du préalable          | الامتياز المسبق                 |
| consentement des destinataires  | رضا المخاطبين                   |
| L'inégalité                     | اللامساواة                      |
| Les administrés                 | المواطنين، الخاضعين للإدارة     |
| La fonction administrative      | الوظيفة الإدارية                |
| Les actes législatifs           | الأعمال التشريعية               |
| Décision faisant grief          | قرار يحدث أذى بذاته، أثرا بذاته |
| Les actes juridictionnels       | الأعمال القضائية                |



|                                     |                        |
|-------------------------------------|------------------------|
| Les <b>actes de gouvernement</b> .  | أعمال الحكومة، السيادة |
| Un acte <b>individuel</b>           | القرار الفردي          |
| Un acte <b>de portée subjective</b> | ذو أثر ذاتي، شخصي      |
| Un acte <b>réglementaire</b>        | القرار التنظيمي        |
| Un acte de <b>portée générale</b>   | ذو أثر عام             |

### Références :

1. GUINCHARD Serge, DEBARD Thierry, et autres, LEXIQUE DES TERMES JURIDIQUES, 21<sup>ème</sup> édition, Dalloz, Paris, 2014.
2. HOUSER Matthieu, DONIER Virginie, DROIN Nathalie, Le droit administratif aux concours, Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2015.
3. VAN LANG Aghate, GONDOUIN Genevière, INSERGUET-BRISSET Véronique, Dictionnaire de droit administratif, 7<sup>ème</sup> édition, Sirey, 2015.

## Quatrième cours

### *L'acte administratif unilatéral (Suite)*

#### **Objectifs du cours :**

- L'étudiant identifie les termes les plus importants du droit administratif notamment la théorie des actes administratifs unilatéraux car il s'agit d'un module important et fait partie d'une unité de base,
- L'étudiant extrait plusieurs termes liés aux actes administratifs unilatéraux (la nature, les critères déterminants, ...etc.)
- Il achève à acquérir de nouvelles compétences linguistiques lexiques et les utilise dans des paragraphes d'un cours magistral ou d'un texte spécialisé

#### ***II. Les critères de l'acte administratif unilatéral***

***La définition classique de l'acte administratif unilatéral demande certaines précisions :***

- ✚ La capacité de créer « unilatéralement des droits et obligations », accompagnée du **privilège du préalable**, et ceci est le premier aspect **des prérogatives de la puissance publique**, souligne que tout acte administratif unilatéral ne constitue pas nécessairement une décision. Car certains actes administratifs n'ont pas de **caractère exécutif** (ne sont pas exécutoires) en raison de leur faible influence dans l'ordre juridique, tels que **les mesures d'ordre intérieur, les circulaires interprétatives, les directives ou certains éléments d'une procédure complexe** (comme **les avis, mises en demeure et mesures préparatoires**) qui ne faisant pas grief, ne peuvent faire l'objet **d'un recours pour excès de pouvoir devant le juge administratif**.
- ✚ Cette expression unilatérale de volonté peut être manifestée en plusieurs formes : **décision implicite ou explicite, décret, décret exécutif, arrêté, délibération, ...etc.** La portée peut être subjective ou générale (**acte réglementaire, individuel**).

## ***Les critères déterminant la nature de l'acte administratif unilatéral :***

### **1. Le critère organique :**

Selon ce critère les actes immanents des **autorités administratives** sont des **actes administratifs** et ceux pris par **des personnes privées** ne le sont pas. Le critère organique est insuffisant, parce qu'il y a des actes pris par l'administration sont de droit privé (« **acte portant sur la gestion privée : en matière de services publics industriels et commerciaux, ou de domaine privé** »), en revanche « il est admis que des personnes privées peuvent prendre des actes administratifs unilatéraux ».

### **2. Le critère matériel, :**

Celui-ci porte sur le **contenu** de l'acte. La jurisprudence administrative reconnaît qu'un acte administratif peut émaner d'une personne de droit privé : « Les comités d'organisation, chargés de participer à l'**exécution d'un service public** », les décisions qu'ils prennent dans le cadre de leurs compétences, qu'il s'agisse de règlements ou de **dispositions individuelles**, sont des actes administratifs. (L'arrêt Monpeurt du 31 juillet 1942).

S'agissant des Services publics industriels et commerciaux (SPIC), la jurisprudence considère que **les règlements relatifs à « l'organisation du service public »** sont administratifs. Mais, ça « n'exclut pas le critère **de la puissance publique** qui intervient également pour qualifier l'acte administratif à travers des **prérogatives de puissance publique** ».

La présence des **prérogatives de puissance publique** permet en premier lieu d'identifier le service public dans une **activité d'intérêt général** menée par une personne de droit privé. Par ailleurs, lorsque des personnes privées utilisent les prérogatives de puissance publique qui leur sont attribuées par les autorités, leurs actes sont considérés comme administratifs, même s'ils ne font pas partie d'une mission de service public.

La puissance publique peut se combiner avec le service public. Un acte réalisé par une **personne privée** devient alors administratif s'il est lié à l'accomplissement **d'un service public et implique des prérogatives de puissance publique**. Cependant, cela ne signifie pas que les deux notions ont un rôle équivalent. Lorsqu'il y a un service public, la jurisprudence semble accorder un rôle crucial au critère de **prérogatives de puissance publique**.

**Termes essentiels :**

|                                            |                             |
|--------------------------------------------|-----------------------------|
| Le contentieux administratif               | المنازعة الإدارية           |
| Recours en excès de pouvoir                | دعوى تجاوز السلطة           |
| Les actes préparatoires et assimilés       | الأعمال التحضيرية والمماثلة |
| avis                                       | رأي                         |
| consultation                               | استشارة                     |
| proposition                                | اقتراح                      |
| Les documents internes de l'administration | الوثائق الداخلية للإدارة    |
| Le circulaire                              | المنشور                     |
| La directive                               | التعليمية                   |
| Les prérogatives de la puissance publique  | امتيازات السلطة العامة      |

|                                                    |                                         |
|----------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| <b>Le caractère exécutif</b>                       | <b>الطابع التنفيذي</b>                  |
| <b>Le juge administratif</b>                       | <b>القاضي الإداري</b>                   |
| <b>Décision implicite</b>                          | <b>قرار ضمني</b>                        |
| <b>Décision explicite</b>                          | <b>قرار صريح</b>                        |
| <b>décret</b>                                      | <b>مرسوم</b>                            |
| <b>décret exécutif</b>                             | <b>مرسوم تنفيذي</b>                     |
| <b>Arrêté</b>                                      | <b>قرار</b>                             |
| <b>Délibération</b>                                | <b>مداولة</b>                           |
| <b>service public</b>                              | <b>مرفق عام</b>                         |
| <b>services publics industriels et commerciaux</b> | <b>مرافق عامة ذات طابع صناعي وتجاري</b> |
| <b>domaine privé</b>                               | <b>الأموال الوطنية الخاصة</b>           |
| <b>Domaine public</b>                              | <b>الأموال الوطنية العامة</b>           |

### Références :

- VAN LANG Aghate, GONDOUIN Genevière, INSERGUET-BRISSET Véronique, Dictionnaire de droit administratif, 7<sup>ème</sup> édition, Sirey, 2015.

## **Cinquième cours**

### **Le contrat administratif**

Tous les contrats reposent sur un accord de volontés entre les parties. Cependant, il existe des situations où l'administration ne peut pas passer par un contrat et doit recourir à des actes unilatéraux, notamment lorsqu'elle exerce son pouvoir de commandement, comme dans le cadre de ses prérogatives de police administrative.

Bien **que la contractualisation** se soit développée dans les relations entre **collectivités publiques**, ou entre celles-ci et les particuliers, certaines limites demeurent. L'administration, en tant que puissance publique, ne peut pas toujours agir comme une **partie contractante ordinaire**.

Le contrat administratif est certes **un acte juridique**, mais il se distingue par sa nature concertée et par **le cadre juridique spécifique** qui l'entoure. Il repose sur l'autonomie de la volonté des parties, mais il inclut **également une potentialité d'intervention de l'administration en vertu de l'intérêt général**. Cette "puissance" publique peut se manifester à tout moment, réaffirmant ainsi la **primauté des objectifs collectifs** sur les **volontés individuelles**.

#### **A. Notion :**

 **Le contrat est un procédé essentiel de l'action administrative ;** L'administration dispose du pouvoir d'imposer sa volonté par des actes unilatéraux. Pourtant, elle privilégie parfois le contrat, qui repose **sur un accord de volontés**. Pourquoi ? Les raisons en sont nombreuses.

- Le contrat est un outil efficace pour permettre à l'administration de réaliser ses objectifs. Il est particulièrement adapté lorsqu'il s'agit **d'acquérir des biens**, de réaliser des travaux, d'obtenir des services, ou encore d'organiser et de gérer certains services publics, comme dans le cadre des **concessions**.

- Le recours au contrat s'inscrit dans le contexte d'un régime attaché à **l'entreprise privée** et au principe du **libéralisme économique**. Il offre la possibilité d'impliquer **les acteurs privés** dans le fonctionnement des services publics, notamment à travers des mécanismes tels que les **délégations de service public**.

Les contrats conclus par l'administration sont divers : **marchés de travaux publics, marchés de fournitures ou de services, contrats de louage de services**, etc. Toutefois, tous ne relèvent pas nécessairement du droit public. En effet, l'administration peut également conclure des contrats **soumis au droit privé**, relevant de la compétence du juge judiciaire, **comme un contrat de bail**.

Il convient donc de distinguer deux catégories : **les contrats de l'administration**, qui peuvent être régis par le droit civil ou le droit administratif, et **les contrats administratifs**, qui relèvent exclusivement du régime de droit administratif.

### **Le droit applicable aux contrats administratifs**

Le droit des contrats administratifs est un régime autonome, principalement fondé sur la jurisprudence, et distinct du droit privé. Il s'appuie **sur l'inégalité des intérêts, l'administration représentant l'intérêt général et bénéficiant souvent de prérogatives**. Toutefois, ce régime intègre aussi des protections pour **les cocontractants**, favorisant une collaboration équilibrée dans la réalisation des missions **d'intérêt général**.

### **B- Le critère des contrats administratifs**

Il n'existe pas de critère formel unique pour distinguer si un contrat conclu par l'administration relève du droit administratif ou du droit privé. Dans certains cas, la loi qualifie explicitement des contrats comme administratifs. Ces contrats, **dits administratifs par détermination de la loi**, comme les marchés publics, les contrats de travaux publics, les contrats impliquant l'occupation du domaine public, les contrats de délégation de service public. En dehors de cela, les contrats sont qualifiés d'administratifs selon deux critères juridiques : le critère organique et le critère matériel.

#### **Termes essentiels :**

|                                              |                                           |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Les contrats de l'administration             | عقود الإدارة                              |
| Les contrats administratifs,                 | العقود الإدارية                           |
| Les pouvoirs exorbitants de l'administration | السلطات غير العادية للإدارة (الاستثنائية) |
| L'appel d'offres                             | طلب العروض                                |

|                                                               |                                           |
|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| Le marché négocié<br>(la procédure négociée art 40 Loi 23-12) | العقد المتفاوض عليه                       |
| Le cahier des charges                                         | دفتر الشروط                               |
| L'équilibre financier du contrat administratif                | التوازن المالي للعقد الإداري              |
| La théorie du fait du prince                                  | نظرية فعل الأمير (المخاطر الإدارية)       |
| La théorie de l'imprévision (ou l'aléa économique)            | نظرية الظروف الطارئة (المخاطر الاقتصادية) |
| Edits administratifs par détermination de la loi              | العقود الإدارية بموجب القانون             |
| La <b>concession</b>                                          | الامتياز                                  |
| <b>marchés de travaux publics</b>                             | عقود الأشغال العامة                       |
| <b>marchés de fournitures</b>                                 | عقود التوريد                              |
| <b>marchés de services</b>                                    | عقود الخدمات                              |

### Références :

- GEORGES Philippe et SIAT Guy, Droit public, Manuel intégral concours, 16<sup>ème</sup> édition, Éditions Dalloz, Paris, 2011.
- مجمع اللغة العربية، معجم القانون، الهيئة العامة لشؤون المطابع الأميرية، القاهرة، 1999.



## Sixième cours

### Concepts essentiels de la fonction publique

Le droit de **la fonction publique** est une branche spécifique du droit administratif. Il régit l'organisation et le fonctionnement des relations d'emploi établies entre **les employeurs chargés de missions** d'intérêt général ou de service public et leurs agents.

Les **agents publics**, qu'ils soient **fonctionnaires titulaires** ou agents non titulaires, se trouvent dans une situation particulière de subordination professionnelle régie par le droit public, telle qu'elle est définie par le droit de la fonction publique. En raison des missions spécifiques qui leur sont confiées, ils sont soumis à **des obligations particulières**, telles que le **devoir de réserve**. En contrepartie, ils bénéficient de **droits parfois renforcés**, notamment celui de **la protection fonctionnelle**.

Le droit de la fonction publique en Algérie est régi par l'Ordonnance n° 06-03 du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique complétée.

#### **Notion :**

**Définition :** « La fonction publique rassemble les employeurs publics dont les agents sont soumis aux règles du droit public ».

La définition juridique de la fonction publique exclut certains organismes publics, tels que les **établissements publics industriels et commerciaux** (EPIC), qui emploient majoritairement du personnel de droit privé. De même, certaines structures, bien qu'assurant des missions de service public, n'appartiennent pas à la fonction publique. Cela concerne surtout des **associations financées en grande partie par les autorités publiques**, ainsi que des entreprises publiques.

### ***Notion d'agent public :***

Parmi les agents soumis au droit public, on distingue notamment les agents **contractuels de droit public**, qui sont liés à leur service par un contrat administratif, ainsi que **les agents statutaires**. La catégorie principale d'agents statutaires est constituée par **les fonctionnaires au sens strict**.

L'administration utilise **des contrats à long terme** pour **recruter** du personnel, ce qui permet d'ajuster ses effectifs en fonction des besoins et de répondre à des exigences spécifiques en termes de compétences techniques. Contrairement au recrutement de **fonctionnaires par concours** et à **l'intégration stable** dans la fonction publique via **titularisation**, les contrats offrent une **flexibilité** précieuse pour de nombreux services publics.

Cependant, **les agents contractuels** ne bénéficient pas des mêmes garanties que **les fonctionnaires**, notamment en termes de sécurité de l'emploi, bien qu'ils soient soumis **aux obligations et exigences du service public**.

### ***Champ d'application du statut général de la fonction publique***

**Art. 2 de l'ordonnance n° 06-03 du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique complété stipule :** « Le présent statut s'applique aux fonctionnaires exerçant au sein **des institutions et administrations publiques**.

Il est entendu par institutions et administrations publiques, **les institutions publiques**, les administrations centrales de l'État, les services déconcentrés en dépendant, **les collectivités territoriales**, les établissements publics à caractère administratif, **les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel**, les établissements publics à caractère scientifique et technologique et tout établissement public dont les personnels peuvent être soumis aux dispositions du présent statut.

Les magistrats, les personnels militaires et civils de la défense nationale et les personnels du Parlement ne sont pas soumis aux dispositions de la présente ordonnance ».

**Termes essentiels :**

|                                                          |                                                       |
|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| <b>La fonction publique</b>                              | الوظيفة العامة                                        |
| <b>Les agents publics</b>                                | الأعوان العموميون                                     |
| <b>fonctionnaires titulaires</b>                         | الموظفون الدائمون                                     |
| <b>des obligations particulières</b>                     | التزامات خاصة                                         |
| <b>le devoir de réserve</b>                              | واجب التحفظ                                           |
| <b>droits renforcés</b>                                  | حقوق معززة                                            |
| <b>la protection fonctionnelle</b>                       | الحماية الوظيفية                                      |
| <b>les employeurs publics</b>                            | المستخدمون العموميون                                  |
| <b>établissements publics industriels et commerciaux</b> | المؤسسات (الهيئات) العامة ذات الطابع الصناعي والتجاري |
| <b>entreprises publiques économiques</b>                 | المؤسسات العمومية الاقتصادية                          |
| <b>les agents contractuels</b>                           | الأعوان المتعاقدون                                    |
| <b>les agents statutaires</b>                            | الأعوان الأساسيون                                     |
| <b>les fonctionnaires au sens strict</b>                 | الموظفون بالمعنى الدقيق (الحصري)                      |
| <b>des contrats à long terme</b>                         | عقود طويلة الأمد (المدى)                              |
| <b>Le recrutement</b>                                    | التوظيف                                               |
| <b>l'intégration</b>                                     | الإدماج                                               |
| <b>concours</b>                                          | مسابقة                                                |

|                                               |                                |
|-----------------------------------------------|--------------------------------|
| Le personnel                                  | المستخدمون                     |
| obligations et exigences du service public    | التزامات ومتطلبات المرفق العام |
| des institutions et administrations publiques | الهيئات والإدارات العمومية     |
| Relation contractuelle                        | علاقة تعاقدية                  |
| Relation statutaire, réglementaire            | علاقة أساسية ، لائحية          |
| statut général de la fonction publique        | القانون الأساسي للوظيفة العامة |

### Références :

1. **Ordonnance n° 06 - 03** du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, Journal officiel de la république algérienne n° 46, du 16 juillet 2006, p.3 complétée par la loi n° 22-22 du 18 décembre 2022, JORA n°85, du 19 décembre 2022, p.4.
2. **COLIN Frédéric**, Droit de la fonction publique, mémentos LMD, 5e édition, Gualino, Lextenso, Paris, 2018.
3. **CHRETIEN Patrice, CHIFFLOT Nicolas et TOURBE Maxime**, Droit administratif, TOME II, 14<sup>ème</sup> édition, Sirey, Paris, 2014.
4. **مجمع اللغة العربية**، معجم القانون، الهيئة العامة لشؤون المطابع الأميرية، القاهرة، 1999.

## Septième cours

### Statut du fonctionnaire

#### Objectifs du cours :

- Identifier les concepts d'agent public fonctionnaire, stagiaire, et contractuel,
- Définir les modes d'accès à la fonction publique et les conditions exigées,
- Extraire les termes essentiels
- Acquérir un lexique juridique relatif au module de la fonction publique

#### Catégories d'agents publics statutaires

L'administration a recours à recruter des agents dans certains secteurs pour des missions temporaires et limitées, ils acquièrent ainsi un statut de « pseudo-fonctionnaires ». Bien qu'ils bénéficient de certains avantages prévus par des **textes législatifs et réglementaires**, leur emploi ne conférerait pas une garantie de stabilité. À l'instar **des contractuels**, ces agents étaient qualifiés de « **non titulaires** » et, en conséquence, ont régulièrement fait l'objet de **procédures d'intégration** destinées à les transformer soit **en fonctionnaires titulaires**, soit **en contractuels permanents**.

- **Les stagiaires**, pour leur part, désignent des agents ayant été **admis** à un **concours**, mais devant effectuer une **période probatoire** avant leur titularisation. La titularisation n'étant pas un **droit acquis**, elle peut être refusée par l'autorité compétente pour des raisons d'insuffisance professionnelle ou de **manquements aux obligations statutaires**.
- **Les fonctionnaires**, enfin, se caractérisent par deux éléments essentiels : leur **nomination** dans un **emploi permanent** et leur intégration au sein de la **hiérarchie administrative** par « la titularisation dans un grade spécifique ».

## ***Le statut du fonctionnaire***

Chaque fonctionnaire est rattaché à **un corps** ou à un cadre d'emplois qui appartient à **une catégorie hiérarchique** donnée. Au sein de ce corps il détient **un grade**, lequel est lui-même subdivisé en plusieurs **échelons**.

Les corps rassemblent des fonctionnaires régis par un ensemble de règles spécifiques, désigné comme « **statut particulier** », établi par **décret**. Ainsi, le fonctionnaire est titulaire de son grade, ce qui lui assure la stabilité de l'emploi .

L'emploi désigne le poste occupé par le fonctionnaire, que l'administration peut réorganiser librement. Cependant, quel que soit le changement, le fonctionnaire ne peut être **licencié**, l'administration étant tenue de lui proposer un **reclassement**.

Aux termes de l'article 4 de **l'ordonnance n° 06-03 portant statut général de la fonction publique complété, le fonctionnaire est** « l'agent qui, nommé dans un emploi public, a été titularisé dans un grade de la hiérarchie administrative.

**La titularisation** est l'acte par lequel le fonctionnaire est confirmé dans son grade ».

Art. 5 : « Le grade est distinct de **l'emploi**. Il est le titre qui confère à son titulaire vocation à occuper les emplois correspondants ».

Art. 6 : « Le corps regroupe un ensemble de fonctionnaires appartenant à un ou plusieurs grades et qui sont régis par le même **statut particulier** ».

Art. 7 : « Le fonctionnaire est vis-à-vis de l'administration dans une **situation statutaire et réglementaire** ».

### **1. L'accès à la fonction publique**

L'accès à la fonction publique est réservé aux candidats de nationalité algérienne. Le concours, constitue le mode de recrutement principal dans la fonction publique.

Son but est de pourvoir un nombre restreint et fixé à l'avance de postes publics en utilisant des épreuves pour que un jury indépendant puisse établir un classement basé sur le mérite. Ce classement, applicable uniquement à la fonction publique d'État, détermine l'ordre de nomination des candidats retenus.

Il existe des exceptions légalement justifiées à la règle du concours, telles que : la création initiale d'un corps, les emplois réservés, la nomination aux

emplois supérieurs, soumise au pouvoir discrétionnaire des autorités compétentes, ainsi que la promotion interne, déterminée en fonction du nombre de postes disponibles.

Art. 67 de la constitution algérienne de 1996, selon sa dernière révision en 2020, stipule : « L'égal accès aux fonctions et aux emplois au sein de l'État est garanti à tous les citoyens, à l'exception de ceux liés à la souveraineté et à la sécurité nationales.

La loi fixe les conditions de mise en œuvre de cette disposition ».

**Art. 75 de l'Ordonnance n° 06 - 03** du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, complétée stipule : « Nul ne peut être recruté en qualité de fonctionnaire s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

- Être de nationalité algérienne ;
- Jouir de ses **droits civiques** ;
- Ne pas avoir de mentions au **bulletin du casier judiciaire** incompatibles avec l'exercice de l'emploi postulé ;
- Être en situation régulière au regard du **service national** ;
  - Avoir l'âge, l'**aptitude physique et mentale**, ainsi que les qualifications exigées pour l'accès à l'emploi postulé ».

**Art. 78** du même texte : « L'âge minimum pour l'accès à un emploi de la fonction publique est fixé à 18 ans révolus ».

**Art. 80** : « Le recrutement dans un emploi de la fonction publique s'effectue par voie de :

- **Concours sur épreuves** ;
- **Concours sur titres** pour certains corps de fonctionnaires ;
- **Test professionnel** ;
- **Recrutement direct**, parmi les candidats ayant subi une formation spécialisée prévue par les statuts particuliers, auprès d'établissements de formation habilités ».

### Termes essentiels :

|                                              |                                |
|----------------------------------------------|--------------------------------|
| <b>Le grade</b>                              | الرتبة                         |
| <b>L échelon</b>                             | الدرجة                         |
| <b>Le corps</b>                              | السلك                          |
| <b>catégorie hiérarchique</b>                | صنف تدرجي (هرمي)               |
| <b>statut particulier</b>                    | القانون الأساسي الخاص          |
| <b>reclassement</b>                          | إعادة تصنيف                    |
| <b>La titularisation</b>                     | التثبيت                        |
| <b>Situation statutaire et réglementaire</b> | علاقة أساسية ولائحية (تنظيمية) |
| <b>l'emploi</b>                              | منصب العمل                     |
| <b>droits civiques</b>                       | الحقوق المدنية                 |
| <b>bulletin du casier judiciaire</b>         | صحيفة السوابق القضائية         |
| <b>Le service national</b>                   | الخدمة الوطنية                 |
| <b>l'aptitude physique et mentale</b>        | القدرة البدنية والعقلية        |
| <b>Concours sur épreuves</b>                 | المسابقة على أساس الاختبارات   |
| <b>Concours sur titres</b>                   | المسابقة على أساس الشهادات     |
| <b>Test professionnel</b>                    | فحص مهني                       |



|                    |                 |
|--------------------|-----------------|
| Recrutement direct | التوظيف المباشر |
|--------------------|-----------------|

### Références :

1. **La constitution de 1996 dans sa dernière révision promulguée par le décret présidentiel n° 20-442** du 30 décembre 2020 relatif à la publication au journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire de la révision constitutionnelle, adoptée par référendum du 1<sup>er</sup> novembre 2020, J.O.R.A n° 82, du 30 décembre 2020, p.3.
1. **Ordonnance n° 06 - 03** du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, Journal officiel de la république algérienne n° 46, du 16 juillet 2006, p.3 complétée par la loi n° 22-22 du 18 décembre 2022, JORA n°85, du 19 décembre 2022, p.4.
2. **CHRETIEN Patrice, CHIFFLOT Nicolas et TOURBE Maxime**, Droit administratif, TOME II, 14<sup>ème</sup> édition, Sirey, Paris, 2014.
3. **HOUSER Matthieu, DONIER Virginie, et DROIN Nathalie**, Le droit administratif aux concours, Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2015
4. **مجمع اللغة العربية، معجم القانون، الهيئة العامة لشؤون المطابع الأميرية، القاهرة، 1999.**
5. **الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية، وزارة العدل، المعجم القانوني، الديوان الوطني للأشغال التربوية، 1992.**

## Huitième cours

### Le déroulement de la carrière du fonctionnaire

#### Objectifs du cours :

- Identifier les concepts relatifs à la carrière des fonctionnaires
- Définir les positions et la mobilité des fonctionnaires
- Extraire les termes essentiels
- Acquérir un lexique juridique spécialisé

La carrière d'un fonctionnaire est évolutive, tout au long de son parcours professionnel, il a la possibilité de gravir **les échelons** de la hiérarchie grâce à **l'avancement**. Par ailleurs, un fonctionnaire peut être placé dans diverses **positions administratives** en fonction des circonstances ou des besoins du service. Enfin, sa carrière s'achève inévitablement avec **la cessation** de ses fonctions, marquant la fin de son engagement au sein de l'administration.

#### A- L'avancement et la promotion

Art. 106 de l'Ordonnance n° 06 - 03 du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique : « *L'avancement consiste dans le passage d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur et s'effectue de façon continue selon des rythmes et modalités qui sont fixés par voie réglementaire* ».

Art. 107 : « **La promotion** consiste dans la progression du fonctionnaire au cours de sa carrière, par le passage **d'un grade au grade** immédiatement supérieur relevant du même corps ou du corps immédiatement supérieur, selon les modalités ci-après :

- **Sur titre**, parmi les fonctionnaires qui ont obtenu au cours de leur carrière les titres et diplômes requis ;
- Après **une formation spécialisée** ;
- **Par voie d'examen ou test professionnels** ;
- **Au choix**, par voie d'inscription sur liste d'aptitude, après avis de la commission paritaire, parmi les fonctionnaires justifiant de l'ancienneté requise .

Le fonctionnaire ne peut bénéficier de deux promotions consécutives, par voie **d'inscription sur liste d'aptitude**. Les modalités d'application des dispositions du présent article sont précisées par les statuts particuliers ».

Il y a deux formes d'avancement dans la fonction publique :

1. **L'avancement à l'ancienneté** : Ce mode d'avancement est automatique, offrant ainsi des garanties importantes contre les risques d'arbitraire et de

favoritisme. Cependant, il présente des limites en n'encourageant ni le dynamisme ni l'émulation parmi les fonctionnaires. Ce système est principalement utilisé pour l'avancement d'échelon, chaque échelon correspondant à une augmentation de traitement.

2. **L'avancement au choix** : Ce mode d'avancement confère une certaine liberté à l'administration, mais celle-ci est encadrée pour éviter des abus. L'évaluation des fonctionnaires repose sur des critères objectifs, notamment la notation, qui combine une note chiffrée et une appréciation générale réalisée par le supérieur hiérarchique.

En pratique, les deux systèmes d'avancement sont combinés. La plupart des avancements de grade se font au choix, de même qu'une partie des avancements d'échelon. Toutefois, une autre part des avancements d'échelon demeure fondée sur l'ancienneté.

Pour les **postes supérieurs de l'État**, l'administration jouit d'une liberté presque totale, en l'absence de tableaux d'avancement obligatoires. Par ailleurs, une voie alternative d'avancement existe : celle par épreuves professionnelles, qui repose sur des examens spécifiques pour accéder à un niveau supérieur.

## **B- Positions statutaires des fonctionnaires et mobilité**

Art. 127 de l'Ordonnance n° 06 - 03 du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique stipule : « *Le fonctionnaire est placé dans l'une des positions ci-après :*

- 1° - *activité* ;
- 2° - *détachement* ;
- 3° - *hors- cadre* ;
- 4° - *mise en disponibilité* ;
- 5° - *service national*.

*Les statuts particuliers déterminent les proportions de fonctionnaires susceptibles d'être placés, sur leur demande, dans les positions prévues aux 2°, 3° et 4° ci-dessus ».*

Les fonctionnaires peuvent se trouver dans différentes situations administratives. En règle générale, la situation la plus courante est celle de **la position d'activité**. Cette position signifie qu'un fonctionnaire titulaire d'un grade exerce effectivement les fonctions associées à l'un des emplois correspondant à ce grade.

Dans cette situation, le fonctionnaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations attachées à son grade. En contrepartie, il bénéficie de tous les droits prévus par le statut général de la fonction publique ainsi que par son statut particulier. Toutefois, un fonctionnaire en activité peut, à titre exceptionnel, ne pas occuper temporairement un emploi, notamment lorsqu'il **est en congé**. En tout état de cause, il ne peut demeurer en position d'activité que jusqu'à l'atteinte de la limite d'âge fixée par la loi.

Les différentes positions possibles d'un fonctionnaire au cours de sa carrière sont les suivantes :

1. **L'activité** : Le fonctionnaire exerce effectivement ses fonctions au sein de l'administration ou du corps pour lequel il a été recruté.
2. **Le détachement** : Dans cette position, le fonctionnaire est temporairement placé hors de son corps d'origine. Il conserve néanmoins, dans ce corps, ses droits à l'avancement et à la retraite.
3. **La position hors cadres** : Elle constitue une prolongation du détachement. Toutefois, dans ce cas, le fonctionnaire perd ses droits à l'avancement et à la retraite dans son corps d'origine.
1. **La mise à disponibilité** : **Art. 145** : « La mise en disponibilité consiste en la cessation temporaire de la relation de travail. Cette position entraîne la suspension de la rémunération du fonctionnaire ainsi que ses droits à l'ancienneté, à l'avancement et à la retraite. Toutefois, le fonctionnaire conserve les droits acquis dans son grade d'origine à la date de sa mise en Disponibilité ».
4. **Le service national** : Lorsqu'un fonctionnaire est en position de service national, il est temporairement déchargé de ses fonctions au sein de son administration pour remplir ses obligations dans le cadre du service national.

*Art. 154 de l'Ordonnance n° 06 - 03 du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique : « Le fonctionnaire appelé à effectuer son service national est placé dans la position dite de « service national ».*

*Dans cette position, le fonctionnaire conserve les droits à l'avancement et à la retraite.*

*Il ne peut prétendre au bénéfice d'aucune rémunération, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires régissant le service national.*

*Art. 155 : « A l'expiration de la période de service national, le fonctionnaire est réintégré de plein droit dans son grade d'origine, même en surnombre.*

*Il a priorité pour être affecté dans l'emploi qu'il occupait avant son incorporation, s'il est encore vacant ou dans un emploi équivalent »*

### **C- La cessation des fonctions**

Sept causes cessent définitivement l'activité fonctionnelle :

1. **La perte ou de la déchéance de la nationalité algérienne ;**
2. **La déchéance des droits civiques ;**
3. **La démission régulièrement acceptée ;**
4. **La révocation ;**
5. **Le licenciement ;**
6. **L'admission à la retraite ;**
7. **Le décès.**

Voir Art. 216 de l'**Ordonnance n° 06 - 03** du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique.

#### **Termes essentiels :**

|                                        |                           |
|----------------------------------------|---------------------------|
| <b>Le déroulement de la carrière</b>   | المسار المهني             |
| <b>les échelons</b>                    | الدرجات                   |
| <b>Les grades</b>                      | الرتب                     |
| <b>l'avancement</b>                    | الترقية في الدرجة         |
| <b>La promotion</b>                    | الترقية في الرتبة         |
| <b>L'avancement à l'ancienneté</b>     | الترقية بالأقدمية         |
| <b>promotion au choix</b>              | الترقية على سبيل الاختيار |
| <b>Promotion Sur titre</b>             | الترقية على أساس الشهادة  |
| <b>Les postes supérieurs de l'État</b> | الوظائف العليا للدولة     |
| <b>positions administratives</b>       | الوظائف الإدارية          |
| <b>L'activité</b>                      | وضعية القيام بالخدمة      |

|                                                                 |                                         |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| <b>Le détachement</b>                                           | الانتداب                                |
| <b>La position hors cadres</b>                                  | وضعية خارج الإطار                       |
| <b>La mise en disponibilité</b>                                 | الإحالة على الاستيداع                   |
| <b>Le service national</b>                                      | وضعية الخدمة الوطنية                    |
| <b>La perte ou de la déchéance de la nationalité algérienne</b> | فقدان الجنسية الجزائرية أو التجريد منها |
| <b>La déchéance des droits civiques</b>                         | فقدان الحقوق المدنية                    |
| <b>La démission</b>                                             | الاستقالة                               |
| <b>La révocation</b>                                            | التسريح                                 |
| <b>Le licenciement</b>                                          | العزل                                   |
| <b>L'admission à la retraite</b>                                | الإحالة على التقاعد                     |
| <b>Le décès</b>                                                 | الوفاة                                  |
| <b>la cessation d'activité</b>                                  | إنهاء الخدمة                            |

### Références :

1. **Ordonnance n° 06 - 03** du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, Journal officiel de la république algérienne n° 46, du 16 juillet 2006, p.3 complétée par la loi n° 22-22 du 18 décembre 2022, JORA n°85, du 19 décembre 2022, p.4.
2. **HOUSER Matthieu, DONIER Virginie, et DROIN Nathalie**, Le droit administratif aux concours, Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2015.
3. **Philippe Georges, Guy Siat**, Droit public, 16e édition, Dalloz, Paris, 2011.
4. **الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية، وزارة العدل، المعجم القانوني، الديوان الوطني للأشغال التربوية، 1992.**

## Neuvième cours

### Les droits des fonctionnaires

**Objectifs du cours** : L'apprenant sera capable de :

- Identifier les droits des fonctionnaires publics
- Définir ces droits
- Extraire les concepts essentiels
- Acquérir un nouveau lexique juridique

Dans le cadre de la fonction publique, le fonctionnaire, en raison de la nature de ses missions axées sur l'intérêt général et le service public, ne peut être considéré comme un **travailleur ordinaire**. Certes, il bénéficie de la sécurité de l'emploi, mais il est soumis à **des obligations strictes** qui diffèrent de celles auxquelles sont soumis les travailleurs, au sens de la loi 90-11 modifiée et complétée, dont la violation peut entraîner **des sanctions disciplinaires**. Néanmoins, cela ne remet pas en cause son statut de citoyen, disposant pleinement de ses droits.

#### A- Les droits

L'accès aux fonctions publiques assure **l'égalité des sexes** et **la non-discrimination**. Les fonctionnaires jouissent de libertés publiques, des droits à la participation, de la formation et à la représentation par des syndicats.

Les droits sont stipulés dans plusieurs textes, notamment dans le statut général de la fonction publique.

- 1- **Le droit à rémunération** : Les fonctionnaires ont droit à une **rémunération** une fois leurs obligations de service remplies, composée **du traitement principal** et, le cas échéant, de diverses **indemnités et suppléments**. Le traitement principal, qui dépend du grade, de l'emploi et de l'ancienneté, est impersonnel et calculé à partir d'une grille des traitements classés par indices. Sauf en cas de congé, le fonctionnaire ne perçoit son traitement que lorsqu'il exerce effectivement ses fonctions. Ce droit à rémunération se poursuit après **la retraite** sous la forme d'une pension, régie par un régime spécial de retraite.
- 2- **Les libertés d'opinion et d'expression** : La **liberté d'opinion, un droit fondamental**, est garantie par la constitution (Art.51, 52) et par l'ordonnance 06-03 (Art.26), « Aucune **discrimination** ne peut être faite entre les fonctionnaires, en raison de leurs opinions, **de leur sexe**, de leur

**origine** ainsi que de toute autre condition personnelle ou sociale ». (Art.27), « La carrière du fonctionnaire, candidat à **un mandat électif** politique ou syndical, ne peut, en aucune manière, être affectée par les opinions qu'il émet avant ou pendant son mandat » (Art.29). Cependant, **la liberté d'expression**, c'est-à-dire la manifestation publique de ces opinions, soulève des questions complexes. Elle est soumise à **une obligation de réserve** dont les limites sont difficiles à définir.

- 3- **Le droit syndical** : Le droit syndical est consacré par la Constitution (Art. 69) , le statut général de la fonction publique, et la loi 23- 02 relative au droit syndical. Les textes garantissent aux fonctionnaires la liberté de créer et d'adhérer à des syndicats, ainsi que d'y exercer des mandats. Les actions syndicales doivent rester axées sur les intérêts professionnels et respecter les exigences du service public, « le syndicalisme politique étant interdit ». Voir Art.13, et 14 de **Loi n° 23-02** du 25 avril 2023 relative à l'exercice du droit syndical.
- 4- **Le droit de grève** : **Le droit de de grève** est reconnu par la constitution ( Art. 70 ) ainsi para le législateur :Art. 41 de la Loi n° 23-08 du 21 juin 2023 relative à la prévention, au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève : « Lorsque **le conflit collectif de travail** persiste, après épuisement des procédures obligatoires de règlement à l'amiable du conflit, prévues au titre II de la présente loi, et à défaut d'autres voies de règlement, prévues par les conventions ou accords collectifs de travail, les travailleurs peuvent recourir à l'exercice de leur droit de grève dans les conditions et selon les modalités définies par les dispositions de la présente loi ».

Art. 42 : « On entend par grève, au sens de la présente loi, **l'arrêt collectif et concerté** du travail en vue d'obtenir la satisfaction des revendications d'ordre purement socio- professionnel, décidé par **des travailleurs salariés ou des agents publics**, conformément aux dispositions et procédures prévues par la présente loi et compatible avec les exigences de l'activité de l'entreprise et **la continuité du service public**, après épuisement des procédures obligatoires de règlement à l'amiable du conflit et, éventuellement, d'autres voies de règlement prévues par les conventions ou accords collectifs de travail. La participation à la grève ne peut avoir lieu qu'à l'occasion d'un conflit



collectif de travail et une fois que les moyens de règlement du conflit légaux et conventionnels, prévus ci-dessus, ont été épuisés ».

— **Limitations à l'exercice du droit de grève :** Compte tenu des effets potentielles d'une grève, notamment sur **la continuité des services publics** et la satisfaction des besoins collectifs, le législateur a encadré l'exercice du droit de grève afin de concilier la protection de ce droit pour les travailleurs et les fonctionnaires avec la limitation de ses impacts économiques et sociaux.

1. **Le service minimum :** Les secteurs concernés par l'obligation de garantir un niveau minimum de service son selon Art. 62. De la loi 23-08 « Il faut prendre toutes les dispositions nécessaires pour poursuivre les activités nécessaires au **service minimum** lorsque la grève concerne des activités dont **l'interruption complète est de nature à porter atteinte à la continuité des services publics essentiels, à des activités économiques vitales**, notamment l'approvisionnement de la population à travers tout le territoire national en matière **de produits alimentaires, sanitaires** et énergétiques ou à la sauvegarde des installations et biens existants. La liste des secteurs d'activités et des postes de travail nécessitant la mise en œuvre d'un service minimum obligatoire est fixée **par voie réglementaire** », voir également les articles 63 et suivants.
2. **La réquisition :** Art. 65 de la Loi n° 23-08 du 21 juin 2023 : « Conformément à la législation en vigueur, le ministre du secteur, le wali ou le président de l'assemblée populaire communale concerné, peut ordonner **la réquisition** des travailleurs en grève occupant dans des institutions ou administrations publiques ou dans des entreprises, des postes de travail indispensables :
  - à la **sécurité des personnes**, des installations et des biens ;
  - à **la continuité des services publics** essentiels ;
  - à **la satisfaction des besoins vitaux** du pays ;
  - à **l'approvisionnement de la population** ou pour faire face à toute situation exceptionnelle sanitaire ou urgente.

La notification est faite par tous les moyens légaux par l'employeur ou son représentant légal à tout travailleur concerné par la réquisition ».

Art. 66 : « Sans préjudice des dispositions prévues par le code pénal, le refus d'exécuter un ordre de réquisition constitue une faute professionnelle grave qui

entraîne l'application des procédures disciplinaires à l'encontre du travailleur concerné, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ».

3. **Interdictions au recours à la grève** : Art. 67 de la Loi n° 23-08 du 21 juin 2023 : « Le recours à la grève est interdit pour les personnels exerçant dans **les domaines de défense et de sécurité nationales**, ou assurant des fonctions d'autorité au nom de l'Etat, ou ceux titulaires d'emplois dans des **secteurs stratégiques et sensibles en termes de souveraineté** ou au maintien des **services essentiels d'intérêt vital** pour la Nation dont l'interruption peut mettre en danger la vie, la sécurité ou la santé du citoyen ou est susceptible d'entraîner, par ses effets, une crise grave.

La liste des secteurs, des personnels et des fonctions auxquels le recours à la grève est interdit, est fixée **par voie réglementaire** ».

### Termes essentiels

|                                        |                        |
|----------------------------------------|------------------------|
| <b>droit à rémunération</b>            | الحق في الراتب         |
| <b>des sanctions disciplinaires</b>    | العقوبات التأديبية     |
| <b>la non-discrimination</b>           | عدم التمييز            |
| <b>Les libertés publiques</b>          | الحريات العامة         |
| <b>droit à la participation</b>        | الحق في المشاركة       |
| <b>droit de la formation</b>           | الحق في التكوين        |
| <b>Droit syndical</b>                  | الحق النقابي           |
| <b>du traitement principal</b>         | الراتب الرئيسي         |
| <b>indemnités</b>                      | تعويضات                |
| <b>suppléments</b>                     | مستحقات إضافية         |
| <b>La liberté d'opinion</b>            | حرية الرأي             |
| <b>la liberté d'expression</b>         | حرية التعبير           |
| <b>Les droits fondamentaux</b>         | الحقوق الأساسية        |
| <b>La retraite</b>                     | التقاعد                |
| <b>un mandat électif</b>               | عهدة انتخابية          |
| <b>obligation de réserve</b>           | واجب التحفظ            |
| <b>Le droit de de grève</b>            | حق الإضراب             |
| <b>conflit collectif de travail</b>    | نزاع العمل الجماعي     |
| <b>service minimum</b>                 | الحد الأدنى للخدمة     |
| <b>la réquisition</b>                  | التسخير                |
| <b>la continuité du service public</b> | استمرارية المرفق العام |
| <b>La sécurité des personnes</b>       | أمن الأشخاص            |

|                                                   |                                 |
|---------------------------------------------------|---------------------------------|
| <b>l'approvisionnement de la population</b>       | <b>تزويد السكان</b>             |
| <b>la satisfaction des besoins vitaux du pays</b> | <b>تلبية حاجات حيوية للبلاد</b> |

**Références :**

- La constitution de 1996 selon sa dernière révision en 2020, précitée.
- L'ordonnance n° 06-03 du 15 juillet 2006 portant le statut général de la fonction publique, complétée, précitée.
- **Loi n° 90-11** du 21 avril 1990 relative aux relations de travail, Journal officiel de la république algérienne, n° 17, du 25 avril 1990, modifiée et complétée par la loi n° 22-16 du 20 juillet 2022, JO n° 49, du 20 juillet 2022, p.10.
- **Loi n° 23-02** du 25 avril 2023 relative à l'exercice du droit syndical, Journal officiel de la république algérienne, n° 29, du 02 mai 2023, p.03.
- Loi n° 23-08 du 21 juin 2023 relative à la prévention, au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève, Journal officiel de la république algérienne, n° 42, du 25 juin 2023, p.13.
- **CHRETIEN Patrice, CHIFFLOT Nicolas et TOURBE Maxime**, Droit administratif, TOME II, 14<sup>ème</sup> édition, Sirey, Paris, 2014, p.433.
- **HOUSER Matthieu, DONIER Virginie, et DROIN Nathalie**, op.cit.

- بعلي محمد الصغير، القانون الإداري، دار العلوم للنشر والتوزيع، عنابة- الجزائر، 2013.

## Dixième cours

### Concepts généraux des relations internationales

**Objectifs du cours :** L'apprenant sera capable de :

- Définir les concepts fondamentaux relatifs aux relations internationales ;
- Identifier et extraire les termes juridiques clés liés au sujet ;
- Acquérir un lexique juridique du droit des relations internationales ;

#### I. Définitions :

Il convient tout d'abord de clarifier certains concepts fondamentaux relatifs au droit des relations internationales.

- Internationalisation :** Il s'agit des échanges et des rapports qui transcendent **les frontières nationales** par exemple, des problématiques qui acquièrent une dimension internationale.
- Société internationale :** un concept neutre qui désigne le cadre dans lequel les relations se développent. Une société est un ensemble **de membres** qui participent à un même jeu, sans nécessairement partager les mêmes valeurs.
- Communauté internationale :** désigne un groupe dont les membres partagent des **valeurs plus ou moins communes**.
- Institutions internationales :** ce terme fait référence à **l'institutionnalisation des relations internationales**. Ces institutions encadrent les activités des membres et permettent l'expression de **valeurs communes**.

**II. Les formes de relations internationale :** Les relations internationales ne se limitent pas uniquement aux **relations interétatiques** ou classiques ; elles peuvent également inclure **des relations transnationales**, qui transcendent la nature publique ou privée des interactions.

- Relations interétatiques :** Ces relations concernent exclusivement les États et se manifestent, par exemple, à travers **les relations diplomatiques**. Les États y participent en tant qu'entités souveraines et agissent par le biais de leurs institutions officielles. Aucun acteur non étatique n'est impliqué dans ces interactions.

2. **Relations transnationales** : Ces relations impliquent des parties dont toutes ne sont pas nécessairement des États. Deux types principaux peuvent être distingués :

- **Entre deux particuliers de différents États** : Par exemple, une entreprise étrangère qui achète un produit à une entreprise algérienne. Ici, l'État est totalement absent, et la relation est de nature privée.
- **Entre une personne privée et un État étranger** : Par exemple, lorsqu'un État conclut un contrat de construction avec une entreprise étrangère. Dans ce cas, la présence de l'État complique la relation, car celui-ci peut agir **tantôt en tant que souverain, tantôt comme un acteur privé**.

Ces interactions transnationales se retrouvent particulièrement dans **les investissements internationaux**. Lorsqu'une entreprise étrangère investit dans un projet sur le sol algérien, les tensions peuvent apparaître entre **la souveraineté de l'État** et son rôle en tant qu'acteur privé.

**III. Analyse des relations internationales** : L'internationalisation des enjeux politiques, économiques et sociaux s'inscrit dans une dynamique globale, étudiée selon diverses approches :

1. **Approche historique des relations internationales** : Cette approche vise à expliquer l'histoire des événements internationaux et la création des institutions par exemple, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

2. **Approche politique (ou politiste)** : Cette approche cherche à systématiser les relations internationales. Par exemple :

- Les États-Unis utilisent fréquemment **la puissance militaire** pour intervenir à l'étranger. Ce phénomène peut être jugé différemment selon l'angle choisi.
  - ✚ **D'un point de vue juridique** : L'intervention avec **la force armée** dans un cas donné est-il conforme au droit international ?
  - ✚ **D'un point de vue politique** : Est-ce l'utilisation de la force armée une bonne décision stratégique ou morale ?
- Un autre exemple concerne le refus des États-Unis de **ratifier** le Statut de Rome de la **Cour pénale internationale (CPI)**.

✚ **D'un point de vue juridique** : **Aucun État n'a l'obligation de ratifier un traité**, selon le droit international.

✚ **D'un point de vue politique** : Cette décision peut être perçue comme une volonté de limiter l'influence de la CPI.

3. **Relation entre le droit et la politique** : Le droit et la politique entretiennent une relation complexe : le droit, issu de **décisions politiques**, limite à son tour l'**action politique** et illustre une interaction dialectique dans les relations internationales.

#### **IV. Ordres juridiques pertinents :**

1. **Droit interne, national ou étatique** : **Droit élaboré par les institutions d'un État pour une société spécifique**. Ce droit peut parfois régir des aspects des relations internationales, comme les **missions diplomatiques à l'étranger**. Bien qu'il soit un **droit interne**, il concerne directement les relations internationales.
  2. **Droit international public** Ce domaine régit l'**activité des différents acteurs des relations internationales**, en s'appuyant sur des mécanismes institutionnels et des règles juridiques spécifiques.
  3. **Droit international privé** Ce volet du droit interne aborde les relations transnationales impliquant **un élément d'extranéité (qualité juridique d'étranger)**. Les règles de droit international privé, élaborées par les États, visent à répondre à deux grandes questions :
    - **Quel droit est applicable ?** (Résolution des conflits de lois).
    - **Quelle juridiction est compétente ?** (Détermination de la juridiction compétente à trancher un litige).
- **Conflit de juridiction et la notion de "lex mercatoria"** : Dans le contexte des **relations transnationales**, il existe également **des conflits de juridiction**. Certains auteurs ont proposé l'idée de l'existence d'un ordre juridique anational, souvent désigné par le terme « **lex mercatoria** » (la loi des marchands). Ce concept s'applique notamment aux **contrats transnationaux**, qui échappent parfois aux cadres juridiques nationaux traditionnels.
- **Définition et portée** : Le droit international public regroupe les normes régissant les activités internationales (entre les états, entre les états et organisations internationales et entre ces organisations eux-mêmes),

parfois applicables également aux **particuliers**, il découle de l'accord commun des États (droit conventionnel). Par exemple, bien que les droits de l'homme étaient auparavant une question nationale, des règles internationales ont émergé, illustrant leur internationalisation.

### Termes essentiels :

|                                                            |                                                             |
|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| <b>Droit des relations internationales</b>                 | قانون العلاقات الدولية                                      |
| <b>Droit interne, national ou étatique</b>                 | القانون الداخلي، الوطني أو قانون الدولة                     |
| <b>Droit international public</b>                          | القانون الدولي العام                                        |
| <b>Droit international privé</b>                           | القانون الدولي الخاص                                        |
| <b>Internationalisation</b>                                | التدويل                                                     |
| <b>Société internationale</b>                              | المجتمع الدولي                                              |
| <b>Communauté internationale</b>                           | الجماعة الدولية                                             |
| <b>Les institutions internationales</b>                    | الهيئات الدولية                                             |
| <b>Les relations interétatiques</b>                        | العلاقات بين الدول                                          |
| <b>Les relations transnationales</b>                       | العلاقات العابرة للحدود الوطنية                             |
| <b>Les relations diplomatiques</b>                         | العلاقات الدبلوماسية                                        |
| <b>Les investissements internationaux</b>                  | الاستثمارات الدولية                                         |
| <b>La souveraineté de l'État</b>                           | سيادة الدولة                                                |
| <b>Les frontières nationales</b>                           | الحدود الوطنية                                              |
| <b>Valeurs communes</b>                                    | قيم مشتركة                                                  |
| <b>Etats membres</b>                                       | دول أعضاء                                                   |
| <b>Institutionnalisation des relations internationales</b> | مأسسة العلاقات الدولية                                      |
| <b>Cour pénale internationale (CPI)</b>                    | المحكمة الجنائية الدولية                                    |
| <b>La force armée</b>                                      | القوة المسلحة                                               |
| <b>La puissance militaire</b>                              | القوة العسكرية                                              |
| <b>Ratifier un traité</b>                                  | التصديق على معاهدة                                          |
| <b>L'action politique</b>                                  | النشاط السياسي                                              |
| <b>Les missions diplomatiques à l'étranger</b>             | البعثات الدبلوماسية إلى الخارج                              |
| <b>L'activité des acteurs des relations internationale</b> | نشاط الفاعلين (الجهات الفاعلة، الأطراف) في العلاقات الدولية |
| <b>Un élément d'extranéité</b>                             | عنصر أجنبي                                                  |

|                                        |                        |
|----------------------------------------|------------------------|
| <b>lex mercatoria</b>                  | قانون التجار           |
| <b>conflit de juridiction</b>          | تنازع الاختصاص القضائي |
| <b>Les particuliers, les individus</b> | الأفراد                |

### Références :

-PREZAS Ioannis, Relations internationales, [en ligne],  
<<https://fr.scribd.com/document/229637637/Cours-de-Relations-Internationales-1>>  
(date de consultation :17/12/2024)

-**Hubert Reid**, Simon **Reid**, Dictionnaire de droit québécois et canadien, 6e édition, 2023, Wilson & Lafleur, Montréal, cité par : < <https://bib.umontreal.ca/droit/droit-international-public> > (date de consultation 18/12/2024)

-لحام س.م، فرح. أ، ساسين م.أ، علوان ف.س، القاموس السياسي ومصطلحات المؤتمرات الدولية، دار الكتب العلمية، بيروت-لبنان، 2004.

-مجمع اللغة العربية، المرجع سبق ذكره.



## Onzième Cours

### Termes clés en droit diplomatique

**Objectifs du cours :** L'apprenant sera capable de :

- Identifier les termes juridiques clés liés droit diplomatique ;
- Acquérir un lexique juridique diplomatique

| Termes clés en droit diplomatique                                                          |                                                       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| Accord de siège                                                                            | اتفاقية المقر                                         |
| Accréditation                                                                              | الاعتماد                                              |
| Ambassade                                                                                  | السفارة                                               |
| Banque mondiale                                                                            | البنك الدولي                                          |
| Bilatéralisme                                                                              | الثنائية                                              |
| Multilatéralisme                                                                           | التعددية (المتعددة)                                   |
| nonciature                                                                                 | السفارة البابوية (الكرسي الرسولي)                     |
| Nonce                                                                                      | السفير البابوي                                        |
| Chargé d'affaires « ad interim »                                                           | القائم بالأعمال بالنيابة                              |
| Bons offices                                                                               | المساعي الحميدة                                       |
| Clause de sauvegarde                                                                       | بند الحماية                                           |
| Bilatéralisme                                                                              | الثنائية                                              |
| Consensus                                                                                  | الإجماع                                               |
| Consulat                                                                                   | القنصلية                                              |
| Convention                                                                                 | اتفاقية                                               |
| Conventions de Genève 4 de 1949 et ses 7 protocoles de 1977                                | اتفاقيات جنيف لسنة 1949 وبروتوكولاتها السبع لسنة 1977 |
| Conventions de la Haye                                                                     | اتفاقيات لاهاي                                        |
| Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires (de 1961, et de 1963) | اتفاقيات فيينا للعلاقات الدبلوماسية والقنصلية         |

|                                                                       |                                                            |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| <b>Corps diplomatique</b>                                             | السلك الدبلوماسي                                           |
| <b>Courrier diplomatique</b>                                          | الريد الدبلوماسي                                           |
| <b>Démarche diplomatique</b>                                          | الخطوة الدبلوماسية                                         |
| <b>Dépositaire</b>                                                    | الوديع                                                     |
| <b>Diplomatie préventive</b>                                          | الدبلوماسية الوقائية                                       |
| <b>Droit international coutumier</b>                                  | القانون الدولي العرفي                                      |
| <b>Droit international humanitaire<br/>(droit des conflits Armés)</b> | القانون الدولي الإنساني (قانون لنزاعات<br>المسلحة)         |
| <b>Extraterritorialité</b>                                            | الاختصاص القضائي الخارجي (تجاوز الحدود<br>الإقليمية)       |
| <b>Interdiction du recours à la force</b>                             | حظر استخدام القوة المسلحة                                  |
| <b>Inviolabilité</b>                                                  | الحرمة الدبلوماسية                                         |
| <b>privilèges et immunités des missions<br/>diplomatiques.</b>        | الامتيازات والحصانات التي تتمتع بها البعثات<br>الدبلوماسية |
| <b>Justice internationale</b>                                         | القضاء الدولي                                              |
| <b>Lettres de créance</b>                                             | خطابات الاعتماد                                            |
| <b>Mission spéciale</b>                                               | بعثة خاصة                                                  |
| <b>Neutralité</b>                                                     | الحياد                                                     |
| <b>Opérations de maintien de la paix</b>                              | عمليات حفظ السلام                                          |
| <b>Pacta sunt servanda</b>                                            | العهود ملزمة (العقد شريعة المتعاقدين)                      |
| <b>Paraphe, signature et ratification</b>                             | التوقيع، التوقيع الرسمي، والمصادقة                         |
| <b>Persona non grata</b>                                              | شخص غير مرغوب فيه                                          |
| <b>Personnel diplomatique</b>                                         | الطاقم الدبلوماسي                                          |
| <b>Privilèges et immunités</b>                                        | الامتيازات والحصانات                                       |
| <b>Réciprocité</b>                                                    | المعاملة بالمثل                                            |
| <b>Reconnaissance des Etats</b>                                       | الاعتراف بالدول                                            |
| <b>Règlement pacifique des différends</b>                             | التسوية السلمية للنزاعات                                   |
| <b>La négociation</b>                                                 | التفاوض                                                    |

|                                          |                            |
|------------------------------------------|----------------------------|
| <b>bons offices</b>                      | المساعي الحميدة            |
| <b>La médiation et la conciliation</b>   | الوساطة والتسوية الودية    |
| <b>L'enquête</b>                         | التحقيق                    |
| <b>L'arbitrage</b>                       | التحكيم                    |
| <b>La Cour internationale de justice</b> | محكمة العدل الدولية        |
| <b>Réserves</b>                          | التحفظات                   |
| <b>Résolution</b>                        | قرار (صادر عن منظمة دولية) |
| <b>Sanctions</b>                         | العقوبات                   |
| <b>Traité</b>                            | معاهدة                     |

- Département fédéral des affaires étrangères, ABC de la diplomatie, Berne-Suisse, 2008 [en ligne], [https://www.dfae.admin.ch/missions/mission-onu-geneve/fr/home/actualite/publications.html/content/publikatione\\_n/fr/eda/reihe-glossare-der-aussenpolitik/abc-der-diplomatie](https://www.dfae.admin.ch/missions/mission-onu-geneve/fr/home/actualite/publications.html/content/publikatione_n/fr/eda/reihe-glossare-der-aussenpolitik/abc-der-diplomatie) > (date de consultation : 22/12/2024)

- لحام س.م، فرح. أ، ساسين م.أ، علوان ف.س، القاموس السياسي ومصطلحات المؤتمرات الدولية، دار الكتب العلمية، بيروت-لبنان، 2004.
- مجمع اللغة العربية، معجم القانون، الهيئة العامة لشؤون المطابع الأميرية، القاهرة، 1999.

## Douzième Cours

### Termes clés en droit diplomatique

**Objectifs du cours :** L'apprenant sera capable de :

- Identifier les termes juridiques clés liés droit diplomatique ;
- Acquérir un lexique juridique diplomatique

#### Ambassade :

- Une ambassade représente un État auprès d'un autre par **un personnel diplomatique** et des **locaux spécifiques**.
- Sa création repose sur des relations diplomatiques mutuelles, rompables unilatéralement à tout moment.
- Une ambassade est dirigée par un ambassadeur ou, temporairement, par **un chargé d'affaires "ad interim"**.
- La "nonciature" désigne la représentation du Saint-Siège, et la "mission permanente" celle auprès des organisations internationales.
- **Les activités diplomatiques** englobent la politique, l'économie, le droit, la coopération, et les domaines scientifique, culturel et social.

يدل مصطلح "السفارة" على معنيين في آن واحد:

- الطاقم الدبلوماسي الذي تمثله دولة لدى دولة أخرى بهدف حماية مصالحها.
- المقر الرسمي الذي يباشر فيه هذا الطاقم أعماله.
- يتطلب إنشاء السفارة وجود علاقات دبلوماسية بين الدولتين، تُبنى على اتفاق متبادل ويمكن لأي طرف إنهاؤها في أي وقت.
- تكون إدارة السفارة تحت إشراف سفير، أو بشكل مؤقت تحت مسؤولية قائم بالأعمال "بالنيابة".
- عند تمثيل الكرسي الرسولي، يُطلق على السفارة اسم "النيابة الرسولية"، بينما يُستخدم مصطلح "البعثة الدائمة" عند التمثيل الدبلوماسي لمنظمة دولية.

- تشمل الأنشطة الدبلوماسية مجالات متنوعة، منها السياسة، الاقتصاد، القانون، التعاون التنموي، القضايا الاجتماعية، بالإضافة إلى الأنشطة العلمية والثقافية.

## Le consulat

- C'est un poste diplomatique établi par un État dans un autre, fondé sur des relations consulaires.
- Il existe quatre types de consulats : consulat général, consulat, vice-consulat et agence consulaire, chacun dirigé par un chef correspondant.
- Un État peut nommer des consuls de carrière ou des consuls honoraires, ces derniers étant des personnes expérimentées dans l'État de résidence.
- Le consul honoraire, qui peut être citoyen de l'État d'envoi ou de résidence, n'est pas rémunéré, mais peut percevoir des honoraires pour ses actes officiels.
- Les activités consulaires sont similaires à celles des ambassades, en particulier dans les domaines de la représentation, des relations publiques, de la promotion économique, ainsi que des relations culturelles et politiques.

### القنصلية

- هي وظيفة أو منصب دبلوماسي يتم إنشاؤه من قبل دولة في دولة أخرى، استنادًا إلى العلاقات القنصلية.
- توجد أربعة أنواع من القنصليات: القنصلية العامة، القنصلية، القنصلية بالنيابة، والوكالة القنصلية، ويقود كل منها مسؤول ذو صفة مناسبة.
- يمكن للدولة تعيين قناصل مهنيين أو قناصل شرفيين، يتمتع القناصل الشرفيون بخبرة في دولة الإقامة.
- القنصل الشرفي، قد يكون مواطنًا من دولة الإرسال أو من دولة الإقامة، لا يتقاضى راتبًا، لكنه قد يحصل على أتعاب مقابل أدائه أعماله الرسمية.
- الأنشطة القنصلية تتشابه مع الأنشطة الدبلوماسية في السفارات، خصوصًا في مجالات التمثيل، العلاقات العامة، الترويج الاقتصادي، والعلاقات الثقافية والسياسية.

## Organisations Internationales :

Des institutions internationales telles que l'ONU, l'OTAN et l'UE occupent une place essentielle dans la gestion des relations internationales. Elles favorisent la

coopération, soutiennent la résolution des conflits et assurent la coordination des politiques entre les États.

#### المنظمات الدولية:

تحتل هيئات دولية مثل الأمم المتحدة وحلف شمال الأطلسي، والاتحاد الأوروبي مكانة أساسية في إدارة العلاقات الدولية. تعزز التعاون وتدعم حل النزاعات وتكفل تنسيق السياسات بين الدول.

### Principes Fondamentaux des Relations Internationales

- **Diplomatie** : L'art de gérer les relations interétatiques par le biais de négociations, d'accords et d'échanges diplomatiques.
- **Alliances** : Partenariats entre États visant à renforcer la sécurité collective et à défendre des intérêts communs.
- **Traités internationaux** : Accords officiels qui imposent des obligations juridiques aux parties .

#### المبادئ الأساسية للعلاقات الدولية:

- **الدبلوماسية**: فن إدارة العلاقات بين الدول من خلال المفاوضات والاتفاقات والتبادلات الدبلوماسية.
- **التحالفات**: شراكات بين الدول تهدف إلى تعزيز الأمن الجماعي والدفاع المصالح المشتركة.
- **المعاهدات الدولية**: الاتفاقات الرسمية التي تفرض التزامات قانونية على الأطراف.

### Théories des Relations Internationales

- **Réalisme** : Courant qui considère que les États priorisent avant tout leur sécurité et leur puissance.
- **Libéralisme** : Approche mettant en avant la coopération entre les États, l'importance des institutions internationales et le respect des règles pour préserver la paix.
- **Constructivisme** : Théorie qui insiste sur l'influence des idées, et des identités collectives dans l'élaboration des politiques internationales.

#### نظريات العلاقات الدولية

- **النظرية الواقعية**: اتجاه يعتبر أن الدول تعطي الأولوية قبل كل شيء لأمنها وسلطانها.
- **النظرية الليبرالية**: نهج يؤكد على التعاون بين الدول وأهمية المؤسسات الدولية واحترام القواعد القانونية للحفاظ على السلام

➤ **النظرية البنائية:** نظرية تؤكد على تأثير الأفكار، والهويات الجماعية في صنع السياسات الدولية.

Art-1 : de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques 1961 :

« Aux fins de la présente Convention, les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous:

- a) L'expression "**chef de mission**" s'entend de la personne chargée par l'État accréditant d'agir en cette qualité;
- b) L'expression "**membres de la mission**" s'entend du chef de la mission et des membres du personnel de la mission;
- c) L'expression "**membres du personnel de la mission**" s'entend des membres du personnel diplomatique, du personnel administratif et technique et du personnel de service de la mission;
- d) L'expression "**membres du personnel diplomatique**" s'entend des membres du personnel de la mission qui ont la qualité de diplomates;
- e) L'expression "**agent diplomatique**" s'entend du chef de la mission ou d'un membre du personnel diplomatique de la mission;
- f) L'expression "**membres du personnel administratif et technique**" s'entend des membres du personnel de la mission employés dans le service administratif et technique de la mission;
- g) L'expression "**membres du personnel de service**" s'entend des membres du personnel de la mission **employés au service domestique de la mission**;
- h) L'expression "**domestique privé**" s'entend des personnes employées au service domestique d'un membre de la mission, qui ne sont pas des employés de l'État accréditant;
- i) L'expression "**locaux de la mission**" s'entend des bâtiments ou des parties de bâtiments et du terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés aux fins de la mission, y compris la résidence du chef de la mission ».

#### المادة 1 من اتفاقية فيينا للعلاقات الدبلوماسية 1961

"لأغراض هذه الاتفاقية يكون مدلول العبارات الآتية وفقا للتحديد الآتي:

أ- اصطلاح (رئيس البعثة) هو الشخص الذي كلفته الدولة المعتمدة بالعمل بهذه الصفة.

- ب- اصطلاح (أعضاء البعثة) يشمل رئيس البعثة وأعضاء طاقم البعثة.
- ج. اصطلاح (أعضاء طاقم البعثة) يشمل أعضاء الطاقم الدبلوماسي وطاقم الإداريين والفنيين وطاقم خدمة البعثة.
- د- اصطلاح (أعضاء الطاقم الدبلوماسي) يشمل أعضاء طاقم البعثة الذين لهم الصفة الدبلوماسية.
- هـ- اصطلاح (الممثل الدبلوماسي) يشمل رئيس البعثة أو أي عضو من الطاقم الدبلوماسي للبعثة.
- و- اصطلاح (الطاقم الإداري والفني) يشمل أعضاء طاقم البعثة الذين يقومون بأعمال إدارية أو فنية في البعثة.
- ز- اصطلاح (طاقم الخدم) أعضاء طاقم البعثة الذين يؤدون أعمال الخدمة فيها.
- ح- اصطلاح (الخادم الخاص) يشمل من يعمل في أعمال الخدمة لدى أحد أعضاء البعثة وليس مستخدماً لدى الحكومة المعتمدة.
- ط -اصطلاح (مباني البعثة) يشمل المباني وأجزاء المباني والأراضي الملحقة بها التي تستعملها البعثة أياً كان المالك، كما تشمل مقر إقامة رئيس البعثة".

#### Bibliographie :

- CONVENTION DE VIENNE SUR LES RELATIONS DIPLOMATIQUES 1961 Faite à Vienne le 18 avril 1961. Entrée en vigueur le 24 avril 1964. Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 500, p. 95. [en ligne], < [https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/french/conventions/9\\_1\\_1961.pdf](https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/french/conventions/9_1_1961.pdf) > (date de consultation: 22/12/2024)
- Département fédéral des affaires étrangères, ABC de la diplomatie, Berne-Suisse, 2008 [en ligne], <https://www.dfae.admin.ch/missions/mission-onu-geneve/fr/home/actualite/publications.html/content/publikationen/fr/eda/reihe-glossare-der-aussenpolitik/abc-der-diplomatie> > (date de consultation : 22/12/2024)
- [https://ogb.gov.ps/public/files/server/inter\\_agrees/70.pdf](https://ogb.gov.ps/public/files/server/inter_agrees/70.pdf)
- <https://coursprof.com/fr/Cours/Droit+International/585#pdfdocuments>
- لحام س.م، فرح. أ، ساسين م.أ، علوان ف.س، القاموس السياسي ومصطلحات المؤتمرات الدولية، دار الكتب العلمية، بيروت-لبنان، 2004.
- مجمع اللغة العربية، معجم القانون، الهيئة العامة لشؤون المطابع الأميرية، القاهرة، 1999.



## Privilèges et Immunités Diplomatiques

**Objectifs du cours :** L'apprenant sera capable de :

- Définir et expliquer les concepts relatifs aux privilèges et immunités diplomatiques
- Identifier les termes juridiques clés liés au sujet ;
- Acquérir un nouveau lexique juridique

### I. Définition :

**Les privilèges et immunités** sont des garanties accordées **aux missions et agents diplomatiques** pour leur permettre de représenter **l'État accréditant** sans entraves sur le territoire de **l'État accréditaire**. Ces mesures visent à préserver l'efficacité des relations internationales en **protégeant les missions diplomatiques** et leurs fonctions.

### II. Fondement des privilèges et immunités diplomatiques

Les privilèges et immunités diplomatiques reflètent la souveraineté d'un État et marquent l'étatisation de la mission diplomatique.

#### 1. **Origine historique et évolution :**

À l'origine, les diplomates représentaient la personne des souverains, conformément à une tradition médiévale où les relations internationales étaient perçues comme des interactions entre monarques. Toute atteinte à leurs statuts était vue comme une insulte au roi.

Avec le temps, ce concept a évolué pour reconnaître que les diplomates incarnent les fonctions de l'État. Ce principe a été formalisé dans la Convention de Vienne de 1961, qui accorde des privilèges et immunités pour garantir l'efficacité des missions diplomatiques.

#### 2. **Primauté de la fonction sur la personne :**

Ces privilèges garantissent l'indépendance fonctionnelle des diplomates, au service de l'État et non de leur prestige personnel (comme le stipule l'article 25 de la Convention de Vienne 1961).

#### 3. **Immunités : الحصانات**

Il y a deux types d'immunité :

a) **L'immunité fonctionnelle** (*rationae materiae*) : s'applique aux actes officiels accomplis en tant que représentant de l'État. **Permanente**, elle protège même après la fin des fonctions.

b) **L'immunité personnelle** (*rationae personae*) : plus large, couvre les actes privés, protège la personne dans ses déplacements à l'étranger, mais elle est **limitée à la durée des fonctions**.

#### 4. **Exterritorialité et soumission partielle à la législation locale :**

**La théorie de l'exterritorialité** propose que le diplomate, bien qu'étant physiquement présent dans **l'État accréditaire**, est juridiquement considéré comme étant dans son propre pays. Cette notion a évolué vers l'idée que **l'ambassade est une extension du territoire national**.

**L'exterritorialité réelle**, a été abandonnée et remplacée par des garanties de l'immunité juridictionnelle des diplomates. Le diplomate reste soumis à la législation locale, mais bénéficie d'une immunité empêchant des poursuites ou sanctions sans levée préalable.

### III. **Relativité des privilèges et immunités diplomatiques :**

Les privilèges et immunités diplomatiques ne sont pas absolus et peuvent être limités selon des considérations **de souveraineté, sécurité et ordre public**.

#### 1. **Sécurité et ordre public :**

**La sécurité et l'ordre public** priment sur l'inviolabilité des diplomates.

**L'inviolabilité peut être levée dans les cas suivants :**

- En cas de **légitime défense**.
- En cas de risques volontaires ou non nécessaires encourus par le diplomate.
- En cas d'actes répréhensibles commis par le diplomate, entraînant **des mesures de défense et de précaution** par l'État hôte.

**En dehors des urgences, l'État accréditaire doit :**

- Signaler les faits au gouvernement du diplomate.
- Demander des sanctions ou son rappel.
- Prendre des **mesures préventives**, comme encercler l'hôtel du diplomate, pour éviter des **actions illégales**.

**Voir** (art. 22.1 et (art. 32.1 de la Convention de Vienne).

2. **Nationalité et résidence permanente dans l'État accréditaire :**

Les diplomates ayant la nationalité ou la résidence permanente dans l'État accréditaire voient leurs privilèges et immunités personnelles (*ratione personae*) **limités** sauf accord (Voir art.38/1, 2 de la convention de Vienne 1961).

3. **Temporalité (*ratione temporis*) des privilèges et immunités :**

Les privilèges prennent effet dès **la reconnaissance du statut diplomatique** et cessent peu après la fin de la mission. Les immunités pour actes officiels restent valides même après le départ.

4. **Limites géographiques (Circonscription spatiale):**

- En **territoire tiers**, les privilèges s'appliquent uniquement lors de **missions officielles**.
- Les bagages des diplomates et leurs familles sont en principe exemptés d'**inspection**, sauf en cas de suspicion légitime d'objets non autorisés ou interdits, mais la pratique varie entre États, malgré les protections prévues par la Convention de Vienne.

5. **Correspondances et valises diplomatiques :**

Sont **inviolables**, sauf suspicion grave nécessitant une **inspection** en présence d'un représentant autorisé. (Art. 35 Convention de Vienne, 1963)

6. **Inviolabilité des locaux diplomatiques :**

Les **locaux des missions diplomatiques** bénéficient d'une **inviolabilité absolue**, les autorités de l'État accréditaire ne peuvent y pénétrer qu'avec le **consentement explicite** du chef de mission.

| Termes clés                               |                                  |
|-------------------------------------------|----------------------------------|
| Les privilèges et immunités diplomatiques | الامتيازات والحصانات الدبلوماسية |
| Les missions diplomatiques                | البعثات الدبلوماسية              |
| chef de mission diplomatique              | رئيس البعثة الدبلوماسية          |

|                                                                                                             |                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| Les agents diplomatiques                                                                                    | الموظفون الدبلوماسيون                                                       |
| État accréditant                                                                                            | الدولة المعتمدة                                                             |
| État hôte                                                                                                   | الدولة المضيفة                                                              |
| État accréditaire                                                                                           | الدولة المُعتمدة                                                            |
| État d'envoi                                                                                                | دولة الإرسال (المرسلة)                                                      |
| Primauté de la fonction sur la personne du diplomate                                                        | أولوية الوظيفة على شخص الدبلوماسي                                           |
| L'immunité fonctionnelle ( <i>rationae materiae</i> )                                                       | الحصانة الوظيفية (بسبب طبيعة المهام)                                        |
| Permanente                                                                                                  | دائمة                                                                       |
| L'immunité personnelle ( <i>rationae personae</i> )                                                         | الحصانة الشخصية (بسبب طبيعة الشخص)                                          |
| Limitée à la durée des fonctions                                                                            | محدودة (مقيدة) بمدة الوظائف                                                 |
| La théorie de l'exterritorialité                                                                            | نظرية خارج الحدود الإقليمية                                                 |
| Relativité des privilèges et immunités diplomatiques                                                        | نسبية الامتيازات والحصانات الدبلوماسية                                      |
| L'exterritorialité fictionnelle (le diplomate est juridiquement considéré comme étant dans son propre pays) | نظرية خارج الحدود الإقليمية الافتراضية ( اعتبار الدبلوماسي موجود ببلاده)    |
| L'exterritorialité réelle (l'ambassade est une extension du territoire national)                            | نظرية خارج الحدود الإقليمية الحقيقية (اعتبار السفارة امتداد للإقليم الوطني) |
| Relativité des privilèges et immunités diplomatiques                                                        | نسبية الامتيازات والحصانات الدبلوماسية                                      |

|                                                                          |                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| La sécurité et l'ordre public priment sur l'inviolabilité des diplomates | أولوية الأمن والنظام العام على حرمة الدبلوماسيين |
| légitime défense                                                         | الدفاع الشرعي                                    |
| mesures préventives                                                      | تدابير وقائية                                    |
| actions illégales                                                        | أعمال غير مشروعة (غير قانونية)                   |
| Arrestation                                                              | توقيف (اعتقال)                                   |
| Expulsion                                                                | إبعاد (طرد)                                      |
| mesures de défense et de précaution                                      | تدابير دفاعية واحترافية                          |
| Temporalité ( <i>ratione temporis</i> ) des privilèges et immunités      | الطابع الزمني (المؤقت) للامتيازات والحصانات      |
| Limites géographiques (Circonscription spatiale)                         | الحدود الجغرافية (النطاق المكاني)                |
| Inspection                                                               | تفتيش                                            |

#### Références :

- CONVENTION DE VIENNE SUR LES RELATIONS DIPLOMATIQUES 1961 Faite à Vienne le 18 avril 1961. Entrée en vigueur le 24 avril 1964. Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 500, p. 95. [en ligne], < [https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/french/conventions/9\\_1\\_1961.pdf](https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/french/conventions/9_1_1961.pdf) > (date de consultation: 22/12/2024)
- <https://ontology.birzeit.edu/term/> ( date de consultation : 28/12/2024)
- Nguyen, Daillier et al. 1999, cité par : Ndikumana J.D. (2021). Analyse de l'étendue des privilèges et immunités diplomatiques. European Scientific Journal, ESJ, 17(2), 79. <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n2p79> (date de téléchargement: 26/12/2024)
- لحام س.م، فرح. أ، ساسين م.أ، علوان ف.س، القاموس السياسي ومصطلحات المؤتمرات الدولية، دار الكتب العلمية، بيروت-لبنان، 2004.